

Interview avec Ibrahima Hathie (Ipar) pour Grain de sel n°71 sur les jeunesses rurales africaines

Ibrahima Hathie est directeur de recherche au sein de l'Initiative prospective agricole et rurale (Ipar) au Sénégal.

Cet entretien a été réalisé pour la revue Grain de sel n°71 : « Jeunesses rurales africaines : contours, aspirations et perspectives » (janvier 2015). Des extraits ont été publiés dans ce numéro disponible sur le site d'Inter-réseaux.

Grain de sel : A partir de quand IPAR a-t-elle commencé à s'intéresser aux jeunes ruraux ? Pourquoi ?

Ibrahima Hathie : L'Initiative Prospective Agricole et Rurale (IPAR) a commencé à s'intéresser à la question de l'emploi des jeunes à la suite de la seconde phase de l'étude Ruralstruc¹ (2007/2009) qui avait clairement identifié la problématique des fortes cohortes de jeunes actifs qui entraînent chaque année sur le marché du travail et la faible capacité d'absorption des secteurs d'activités.

GDS : Quelle est la stratégie de l'IPAR en ce qui concerne les jeunes ruraux ?

IH : En tant que think tank, la stratégie de l'IPAR est essentiellement fondée sur la production de preuves par la recherche, le renforcement des capacités des acteurs porteurs d'enjeux et la mise en débat ou alors l'organisation d'un dialogue politique autour de la question des marchés de travail ruraux avec un accent particulier sur les jeunes ruraux.

GDS : Quels sont selon vous les défis les plus difficiles à relever ?

IH : La conception de politiques de promotion de l'emploi qui ciblent spécifiquement les attentes et préoccupations des jeunes ruraux est un défi majeur. En milieu rural, les jeunes souffrent de plusieurs handicaps : (i) difficile accès au financement à cause de leur inexpérience et du caractère risqué des activités agricoles et rurales ; (ii) problème d'accès aux ressources foncières soit du fait de structures agraires qui les maintiennent loin des priorités ou alors des transformations modernes (aménagements) peu soucieuses de leur demande ; (iii) des systèmes d'information sur l'emploi conçus pour les jeunes urbains et peu adaptés aux préoccupations des jeunes.

Un second défi concerne la mise en œuvre de politiques de transformation des économies agricoles et rurales dans le sens d'une émergence de dynamiques créatrices d'emplois décents. Cette transformation suppose une base endogène dynamisée par des apports extérieurs féconds. Jusque là, la plupart des stratégies développées visent à s'appuyer d'abord sur l'investissement direct étranger tout en ignorant presque entièrement les

¹ http://siteresources.worldbank.org/AFRICAEXT/Resources/258643-1323805221801/Senegal_pb2_net-2.pdf

dynamiques locales qui nourrissent les populations, créent de la richesse et fournissent l'essentiel des emplois actuels.

GDS : Pensez-vous que l'agriculture soit la réponse au défi de l'emploi face aux « cohortes » de jeunes qui vont arriver sur le marché de l'emploi dans les années à venir ?

IH : Oui mais à condition que l'agriculture se transforme de sorte à afficher des niveaux de productivité élevés, générant ainsi des activités autour de l'agriculture susceptibles d'employer un grand nombre de jeunes. Les métiers d'appuis à l'agriculture constituent dans ce contexte un potentiel énorme d'emplois. Le développement agricole doit être pensé comme une composante du développement rural car les incitations nécessaires incluent des mesures rendant la vie en milieu rural plus attractive.

GDS : Les systèmes agraires pourront-ils offrir des conditions de vie et des revenus décents à tous ces jeunes ?

IH : Dans leur état actuel, les systèmes agraires ne peuvent répondre aux aspirations des jeunes. Des changements qualitatifs peuvent néanmoins permettre d'absorber une portion importante de ces jeunes. Ceux-ci incluent des investissements permettant la maîtrise de l'eau, la résolution des problèmes d'accès au crédit et des contraintes logistiques de toutes sortes, et la connexion aux marchés. Cependant, tous les jeunes n'ont pas la vocation de rester en milieu rural. Le besoin de voir ailleurs, la présence d'opportunités au-delà de l'environnement du jeune sont autant de facteurs qui peuvent expliquer le départ de jeunes de leurs localités vers d'autres lieux.

GDS : Avez-vous l'impression que les jeunes veulent rester dans l'agriculture aujourd'hui ?

IH : Cette question est complexe et la réponse dépend du contexte et de la géographie. Au Sénégal, l'étude EJMAO (Emplois Jeunes et Migrations en Afrique de l'Ouest) a révélé que les jeunes scolarisés des zones pluviales du Bassin arachidier ne souhaitent pas s'engager dans l'agriculture. Les jeunes sans niveau scolaire, presque sans alternatives, restent souvent dans l'exploitation agricole tout en diversifiant tant bien que mal et émigrent temporairement (parfois définitivement) vers la ville. Par contre, dans les zones irriguées du Delta, la situation d'engagement des jeunes dans l'agriculture est tout à fait différente. L'émigration est marginale et la plupart des jeunes sont fortement impliqués dans les activités agricoles. Si l'agriculture permet au jeune de gagner de l'argent, de fonder un foyer et d'asseoir une perspective sérieuse de développement d'une entreprise familiale, il n'hésitera pas à en faire un « job ».

GDS : Que faut-il faire pour rendre le métier d'agriculteur plus attractif ? Les jeunes vous semblent-ils attirés par un modèle de production particulier ?

IH : Deux attributs sont indispensables pour rendre le métier d'agriculteur plus attractif : (i) s'assurer que l'agriculteur gagne de l'argent et vive de façon décente ; (ii) Améliorer l'image de

l'agriculteur au sein de la société afin qu'il ne soit plus perçu par celle-ci comme le pauvre paysan avec sa houe et sa daba qui peine à s'auto-suffire.

GDS : *L'agriculture familiale et les pratiques agroécologiques sont souvent citées comme des modèles générant plus d'emplois que l'agriculture de firme et les modes de culture intensifs en engrais chimiques et en capital. Parallèlement, certains soulignent que les jeunes entretiennent des rapports souvent difficiles avec leurs parents au sein des exploitations familiales et qu'ils rêvent d'une agriculture dite « moderne » (mécanisée et intensive en intrants chimiques). Qu'en pensez-vous ?*

IH : La diversité des modèles, des types d'agricultures et des pratiques incitent à la prudence. L'option pour une agriculture familiale durable me semble la plus opérante, la plus pourvoyeuse d'emplois et la moins couteuse pour l'humanité, même si le traitement de la question des aides familiaux reste crucial si l'on veut maintenir les jeunes de façon durable dans l'agriculture. L'agriculture de firme est souvent présentée comme possédant beaucoup d'atouts mais assez souvent son option pour l'intensification et la mécanisation à outrance se traduisent par une faible création d'emplois et une durabilité compromise alors que les modèles à haute intensité de main d'œuvre peuvent s'avérer plus productifs et plus générateurs d'emplois et d'auto-emplois. Déjà, les évolutions notées dans les agricultures familiales à travers des options plus poussées vers l'entrepreneuriat et la professionnalisation constituent sans doute des expériences intéressantes qui méritent d'être évaluées à l'aune d'indicateurs tels que le nombre d'emplois créés et/ou le volume de richesse créée.

GDS : *Les stratégies des jeunes ruraux dépassent largement le domaine de la production agricole. Les programmes et politiques en place prennent-ils bien en compte cette pluriactivité ?*

IH : La pluriactivité est une donnée essentielle avec laquelle composent les jeunes ruraux dans leurs stratégies d'insertion et d'adaptation à un environnement de plus en plus changeant. Les jeunes ruraux évoluent dans des réseaux informels où la maîtrise et la diffusion de l'information ainsi que l'offre de tutorat constituent des éléments essentiels du dispositif d'insertion. Dans ces conditions, l'apprentissage et l'exercice d'un métier dépendent plus des antécédents des tuteurs (anciens migrants par exemple) et de leur possibilité de coaching. La compréhension des modes d'accès aux activités est un premier pas pour une réponse appropriée des politiques et programmes.

Au-delà de la question spécifique des jeunes, les programmes et politiques ont tendance à promouvoir la spécialisation alors que l'agriculture familiale est par essence adossée sur la diversification des activités et des sources de revenus, une façon aussi de se prémunir contre certains risques.

GDS : *Observez-vous une forte mobilisation collective des jeunes ruraux ?*

IH : Au Sénégal, le collège des jeunes du Conseil national de concertation et de coopération des ruraux (CNCR) constitue un exemple de mobilisation de jeunes qui réfléchissent sur les

enjeux et défis d'une prise en charge des préoccupations des jeunes et proposent à l'organisation faitière leur point de vue sur les grandes questions qui les mobilisent. Sur des échelles plus réduites, les jeunes s'organisent pour l'accès au foncier et au crédit ; ce qui leur permet de construire petit à petit les mécanismes de leur autonomisation. Dans la majorité des cas, les jeunes sont davantage intégrés dans des dynamiques où l'initiative individuelle est primordiale, avec l'appui de la famille et du cercle restreint des amis et voisins. D'où la difficulté pour les Etats de pouvoir leur fournir un appui adapté.

GDS : Les jeunes agriculteurs trouvent-ils leur place dans les organisations paysannes existantes ?

IH : L'exemple du collège des jeunes du CNCR montre que les jeunes peuvent trouver parfois une oreille attentive auprès des organisations paysannes et de leurs leaders. Cependant, de nombreuses organisations se lamentent du désintérêt des jeunes, de leur faible implication dans le fonctionnement de ces associations et s'inquiètent de la reprise de ces organisations par les futures générations. L'absence d'une offre spécifique au profit des jeunes ainsi que la tradition qui bloque toute participation active des jeunes et organise la prépondérance des points de vue des aînés sont autant de freins à une pleine expression des jeunes.

Les organisations paysannes doivent réinventer des systèmes permettant aux jeunes de pouvoir exprimer leurs vues en leur sein sans craindre des représailles et faire prévaloir un agenda qui intègre leurs intérêts.

GDS : Aujourd'hui, il existe une multitude de dispositifs de formation et d'insertion, mais qui ne concernent en général que quelques milliers de jeunes et/ou qui ne sont prévus que sur quelques années. Comment financer de manière durable la formation professionnelle des Jeunes ruraux ?

IH : La plupart des écoles de formation de jeunes sont fondées sur des modèles coûteux, peu reliées à la demande et dont l'efficacité externe est souvent douteuse. Une formation qui touche un grand nombre de jeunes requiert des ressources financières, matérielles et humaines énormes souvent hors de portée des pays en développement. Malgré tout, le financement de la formation professionnelle exige un engagement des Etats qui doivent la considérer comme une priorité dans leurs choix budgétaires. L'expérience récente des Instituts supérieurs d'enseignement professionnel (ISEP) au Sénégal constitue une innovation dans l'approche et mérite d'être évaluée et le cas échéant mise à l'échelle.

GDS : Les autorités nationales et régionales affichent de plus en plus leur volonté de travailler sur la question des jeunes. Cette volonté s'est-elle traduite par des changements politiques concrets ?

IH : Les autorités ont pris conscience de l'ampleur de la question de l'emploi des jeunes. Les réponses proposées sont néanmoins largement en deçà des défis que l'insertion des jeunes dans les tissus économiques pose. Partout, en Afrique subsaharienne, prolifèrent des agences et des fonds de promotion de l'emploi des jeunes qui n'ont souvent aucune prise sur la réalité,

fournissent des ressources à des jeunes peu préparés et ne mettent pas en place des systèmes de suivi-évaluation permettant de tirer les leçons et de progresser. Ces efforts visent le plus souvent les jeunes diplômés chômeurs, plus vocaux et mieux organisés. Même dans le cas de projets agricoles et ruraux, les promoteurs ciblent souvent des jeunes diplômés urbains (ou ruraux vivant en ville), augmentant ainsi les chances d'échec. Peu d'expériences ciblent spécifiquement les jeunes ruraux et dans ces cas, la réflexion n'est pas centrée sur une installation qui respecte la structuration du milieu. Les fermes agricoles calquées sur un modèle occidental de l'organisation patronale et/ou de firme, survivent le temps que durent les financements de ces types de projets.



Pour lire le numéro de la revue *Grain de sel* en entier :

<http://inter-reseaux.org/IMG/pdf/gds71.pdf>